



# Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> mai 2024  
Français  
Original : anglais

## Session de 2024

27 juillet 2023-25 juillet 2024

Point 5 de l'ordre du jour

**Débat de haut niveau sur le thème : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes »**

## **Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Une série d'événements catastrophiques ont plongé le monde dans une situation de crise perpétuelle. Des crises multiples aux effets qui se conjuguent compromettent matériellement les perspectives de développement des pays en développement, qui essuient des revers significatifs dans leurs efforts pour éradiquer la pauvreté et éliminer la faim. Les crises ont eu des effets négatifs sur l'accomplissement de progrès à l'échelle mondiale sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable en augmentant le nombre de personnes précipitées dans la pauvreté ; en compromettant la sécurité alimentaire ; en creusant les inégalités ; en creusant les écarts entre les genres ; en entraînant d'importantes conséquences pour la santé et de lourdes pertes dans le domaine éducatif. Les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants ont été particulièrement touchés par les répercussions des crises.

Dans le même temps, l'expérience de ces crises montre que les investissements dans les objectifs de développement durable constituent une stratégie rentable de renforcement de la résilience, car ils permettent de relever simultanément les défis économiques, sociaux et environnementaux. La maladie à coronavirus (COVID-19) a révélé que les pays qui avaient davantage progressé dans la réalisation des objectifs ont été ceux qui étaient le mieux à même de faire face à l'impact de la pandémie.



S'appuyant sur les recommandations figurant dans le Rapport mondial sur le développement durable de 2023 et afin de renforcer les synergies aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, le présent rapport propose un cadre d'organisation articulé autour de six transitions, ou voies d'investissement, pour la fourniture efficace de solutions qui soient à fort impact, durables, résilientes et innovantes afin de réaliser les objectifs d'ici à 2030 : les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie et son caractère abordable, la connectivité numérique, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, et la lutte contre les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution.

## I. Introduction

1. Nous vivons une ère caractérisée par des risques de plus en plus nombreux et par une incertitude croissante et le monde est confronté à d'importants défis économiques, sociaux et environnementaux. Dans un monde interconnecté, les chocs et les crises sont devenus plus fréquents, plus intenses et plus étendus, affectant davantage de personnes sur une zone géographique plus vaste. Les chocs économiques, financiers, sociaux et sanitaires se propagent rapidement au sein des pays et d'un pays à l'autre et se transforment en crises ; les conflits sont la réalité quotidienne de millions de personnes dans le monde ; et les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents.

2. Les efforts mondiaux visant à éliminer l'extrême pauvreté et la faim se sont essouffés en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de conflits et d'autres chocs majeurs, ce qui a encore éloigné l'objectif consistant à éliminer la pauvreté et la faim d'ici à 2030. En 2022, 23 millions de personnes supplémentaires seront plongées dans l'extrême pauvreté et 123 millions de personnes de plus souffriront de la faim par rapport à 2019 (voir [A/79/79-E/2024/54](#)). Avec les multiples crises en cours, l'élimination de la pauvreté reste un objectif lointain qui ne saurait être en 2030, en particulier dans les régions qui n'ont pas de marge de manœuvre fiscale pour faire face aux tensions économiques.

3. Les chocs et les crises qui auraient pu par le passé rester relativement circonscrits à une région géographique bien définie se propagent désormais rapidement à travers des systèmes et des réseaux interconnectés à l'échelle mondiale. La pandémie de COVID-19 est un exemple frappant de la manière dont les réseaux interconnectés peuvent à la fois contribuer à la propagation des crises dans le monde et les amplifier. Le virus s'est vite propagé à travers un réseau mondial dense de transport et les effets économiques du virus se sont déplacés à grande vitesse à travers des réseaux économiques et financiers concentrés. Dans le même temps, le partage d'informations sur le virus, les traitements et les vaccins s'est fait rapidement par le biais de réseaux scientifiques et politiques compacts. Par conséquent, l'expérience de la COVID-19 révèle non seulement les vulnérabilités de la structure de notre réseau mondial, mais aussi que des interconnexions profondes peuvent donner jour à une meilleure résilience.

4. Le coût élevé des crises multiples dont les effets se conjuguent, comme la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les changements climatiques, a placé les institutions multilatérales au premier plan de l'élaboration des politiques internationales. De nombreux cercles politiques se rendent compte que le système multilatéral n'est plus en mesure d'anticiper et de répondre à de telles crises qui deviennent systémiques et ont un impact considérable sur l'économie mondiale et les perspectives de développement des pays en développement.

5. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser l'égalité des genres à l'horizon 2030. D'après les résultats de l'évaluation de 2024, seules 15 % environ des cibles associées aux objectifs sont en passe d'être atteintes ; on déplore un retard modéré ou sérieux pour près de la moitié d'entre elles, même si des progrès ont été enregistrés ; et pour plus d'un tiers, il n'y a eu aucune évolution ou la situation a régressé par rapport au niveau de référence de 2015 (ibid.). Les progrès sur la voie des objectifs de développement durable ont été trop lents et ont même accusé un recul dans des domaines tels que l'action climatique, la perte de biodiversité et l'élimination de la faim avant la COVID-19, sans parler des revers importants essuyés à la suite de la pandémie, notamment en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté, la vaccination des enfants et l'éducation.

6. Au vu des enseignements tirés des examens thématiques et des examens nationaux volontaires au cours du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023, les États Membres pourraient favoriser la réalisation des objectifs de développement durable en adoptant une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration, avec un ministère chef de file désigné ; en intégrant les objectifs de développement durable dans les stratégies de développement ; en faisant davantage œuvre de sensibilisation au sujet des objectifs de développement durable ; en améliorant la coordination au sein du gouvernement ainsi qu'avec d'autres acteurs clés, tels que les parlements ; en améliorant l'accès à des données de haute qualité aux fins du suivi ; en promouvant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour échanger des expériences fructueuses en ce qui concerne les objectifs de développement durable ; en créant des incitations à la territorialisation des objectifs de développement durable ; et en réalisant des audits périodiques des progrès accomplis au regard des objectifs. En outre, le plus important pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 est d'améliorer l'accès des pays en développement aux financements, en particulier à des financements à des conditions favorables.

7. Le présent rapport<sup>1</sup> met en lumière une série de solutions politiques ayant des effets multiplicateurs sur l'ensemble des ODD, dans le but d'accélérer les progrès et de mettre en œuvre des solutions durables, résilientes et innovantes pour atteindre les objectifs d'ici à 2030. Il est complété par le rapport du Secrétaire général faisant le point sur les objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54). Il devrait être lu en parallèle avec le rapport du Secrétaire général sur les effets à long terme des tendances économiques, sociales et environnementales actuelles sur la réalisation des objectifs de développement durable (E/2024/55).

## II. Le coût élevé des crises récurrentes

8. Les événements catastrophiques qui s'enchaînent dans le monde et à l'échelle nationale placent tous les pays, en particulier les pays en développement, dans une situation de crise perpétuelle. Les chocs qui se succèdent rapidement sont plus graves que s'ils avaient été plus éloignés dans le temps. Les crises récurrentes représentent un défi sans précédent pour la capacité de résilience des systèmes, car elles drainent les maigres ressources dont les pays ont besoin pour faire face et réagir aux chocs futurs<sup>2</sup>. Le nombre élevé de crises économiques et financières survenues au cours des dernières décennies illustre ce défi. Depuis 2000, les pays ont été confrontés à une série de crises, telles que la crise financière mondiale de 2008, la crise de la dette souveraine européenne de 2009, les retombées économiques de la pandémie de COVID-19 en 2020 et de nombreuses autres crises nationales. La guerre en Ukraine a représenté une nouvelle couche de difficultés pour les pays déjà confrontés aux effets de la crise sanitaire de la COVID-19.

9. Rien qu'en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont financé plus de 5 200 politiques de soutien fiscal en 2020 et 2021<sup>3</sup>. Cela s'est produit alors

---

<sup>1</sup> Le présent rapport est soumis en application du mandat défini par l'Assemblée générale dans ses résolutions 61/16 et 72/305, ainsi que dans ses résolutions 74/298 et 75/290 A sur le renforcement du Conseil économique et social, et conformément à la résolution 75/290 B sur l'examen de l'application des résolutions de l'Assemblée générale suivantes : 67/290 sur le forum politique de haut niveau pour le développement durable et 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial.

<sup>2</sup> Par capacité de réaction et résilience, on entend la capacité d'un système à résister aux facteurs de stress et à réagir efficacement aux crises.

<sup>3</sup> Organisation des Nations Unies, COVID-19 Stimulus Tracker, disponible à l'adresse <https://tracker.unescwa.org/>.

même que les recettes publiques des pays en développement diminuaient considérablement en raison de la pandémie. En Afrique subsaharienne, les recettes fiscales publiques ont diminué de 15 % en 2020 par rapport à l'année précédente, soit une baisse nettement plus importante que lors de la crise financière mondiale de 2008 et de l'épidémie d'Ebola en 2012. La dette publique des pays en développement a également augmenté de manière significative, passant de 58 % à 65 % du produit intérieur brut (PIB) entre 2019 et 2021. Trente pays d'Afrique subsaharienne avaient un ratio dette/PIB supérieur à 50 % en 2021. Le coût de l'emprunt pour les économies de marché émergentes a augmenté après un creux durant la pandémie au début de 2021. Cette tendance devrait se poursuivre, car les banques centrales du monde entier augmentent les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

10. Ainsi, des crises multiples et dont les effets se conjuguent ont eu des effets importants sur les perspectives de développement des pays en développement. Ces effets sont particulièrement graves pour les groupes les plus vulnérables des pays en développement, tels que les femmes et les enfants, et ils augmentent le nombre de personnes plongées dans la pauvreté ; en compromettant la sécurité alimentaire ; en augmentant les inégalités de revenus et les écarts de richesses ; en creusant les écarts entre les genres ; en ayant des conséquences importantes sur la santé ; en entraînant des pertes importantes sur le plan éducatif. On estime que la génération actuelle d'étudiants des pays en développement risque de perdre 17 000 milliards de dollars de revenus sur leur vie en valeur actuelle, soit environ 18 % du PIB mondial en 2022, en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19.

11. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont également entraîné d'importantes pertes de production au niveau mondial, qui pourraient s'élever à quelque 51 000 milliards de dollars entre 2023 et 2030, selon une estimation du Département des affaires économiques et sociales<sup>4</sup>, tandis que le déficit d'investissement annuel pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 est passé de 2 500 milliards de dollars à 4 200 milliards de dollars, soit 34 000 milliards de dollars en total cumulé<sup>5</sup>. En 2022, le PIB moyen des pays en développement était inférieur de 3,8 % au niveau estimé avant la pandémie, contre 2 % dans les pays développés. En conséquence, la croissance économique moyenne des pays les moins avancés au cours de la période 2020-2022 (2,5 %) est loin d'atteindre les 7 % correspondant à l'objectif de développement durable n° 8. En outre, des crises telles que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, ainsi qu'une fragmentation économique et politique croissante, ont provoqué un choc négatif considérable sur le commerce mondial. Cela signifie que de nombreux pays, en particulier les pays en développement, ont vu leur dette et leur marge de manœuvre budgétaire se détériorer considérablement, ce qui compromet leurs perspectives de croissance et de développement durable. Alors que les économies développées ont largement rebondi depuis la COVID-19, les économies en développement ont perdu du terrain.

12. Les pertes économiques causées par les changements climatiques ont également été plus importantes et plus persistantes dans les pays en développement qui ont une capacité d'adaptation inadéquate, des institutions et des infrastructures plus fragiles et des moyens financiers insuffisants. Pourtant, ces pays ne sont presque pas responsables du problème. D'après les résultats d'une analyse récente menée par S&P Global Ratings, les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur sont susceptibles de subir des pertes de production économique 3,6 fois plus importantes en moyenne

---

<sup>4</sup> *Rapport social mondial de 2024* (publication des Nations Unies, à paraître).

<sup>5</sup> *Financing for Sustainable Development Report 2024: Financing for Development at a Crossroads* (publication des Nations Unies, 2024).

que les pays à revenu moyen supérieur ou élevé sous l'effet des changements climatiques.

### **III. Les investissements dans les objectifs de développement durable comme stratégie de renforcement de la résilience pour atténuer les effets des crises**

13. L'ampleur des retombées d'un choc ou d'une crise et l'étendue des défis auxquels un pays est confronté sont déterminées par son degré de vulnérabilité et d'exposition. Plus précisément, l'ampleur, l'intensité et la durée de l'impact d'une crise sont déterminées par la capacité de résilience nationale, ou l'état du capital humain, du capital physique et du capital naturel, qui suppose une combinaison de facteurs tels que la gouvernance, l'infrastructure, la capacité institutionnelle, le développement humain, la cohésion sociale, la force économique et les ressources naturelles. Les trois types de capital fournissent les ressources, les compétences et les infrastructures essentielles pour s'adapter aux chocs et aux crises, y résister et s'en remettre.

14. La capacité de résilience d'un pays comprend également la rapidité avec laquelle tous ces éléments peuvent être mobilisés en cas de crise. Le capital humain, le capital physique et le capital naturel sont interconnectés. Par exemple, les effets d'une crise sur le capital humain peuvent entraver la reprise et le développement économiques et, par là même, affecter les efforts de conservation de l'environnement. Inversement, la dégradation de l'environnement peut entraîner une instabilité sociale et politique, avec des conséquences négatives pour la croissance économique. De nombreux pays en développement sont très vulnérables face à un choc ou à une crise en raison de facteurs tels que des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalités et de chômage ; la faiblesse des institutions ; le manque de ressources ; le caractère limité des infrastructures ; de piètres capacités de gestion des urgences et des catastrophes ; la fragilité des systèmes de santé publique ; une faible marge de manœuvre budgétaire.

15. L'expérience de la COVID-19 illustre bien cette situation. Forts d'un capital humain, d'un capital physique et d'un capital naturel relativement abondants associés à de faibles inégalités structurelles, de nombreux pays développés se sont retrouvés dans une meilleure position pour atténuer l'impact de la crise. Les pays en développement, quant à eux, ont affronté la crise de la COVID-19 dans une position de grande faiblesse et ont payé un tribut bien plus lourd.

16. L'expérience des crises multiples aux effets conjugués montre que c'est une stratégie rentable de renforcement de la résilience que d'investir dans les objectifs de développement durable, car ils permettent de relever simultanément les défis économiques, sociaux et environnementaux. La COVID-19 a montré que les pays qui avaient davantage progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable ont été mieux à même de faire face à l'impact de la pandémie. Les investissements dans les objectifs de développement durable ont amélioré matériellement la vie des populations de ces pays, mais ils se sont aussi avérés être une stratégie rentable face aux effets de crises inattendues. Les pays qui avaient progressé dans l'accès à l'eau potable, réduit le nombre de personnes vivant dans des taudis et fait baisser la prévalence des conditions de santé préexistantes comme les maladies non transmissibles ont pu mieux faire face aux risques liés à la COVID-19, notamment avant que les vaccins et les traitements ne soient disponibles. De même, les progrès réalisés par le passé en matière de systèmes de protection sociale inclusifs, de soins de santé universels robustes et d'institutions publiques efficaces, ainsi que

l'accès à des smartphones et à Internet ont tous contribué à rendre les mesures d'endiguement et les capacités de relèvement plus efficaces.

#### **IV. Des solutions durables, résilientes et innovantes pour revitaliser la réalisation des objectifs de développement durable**

17. Des rapports phares tels que le Rapport mondial sur le développement durable de 2019 et celui de 2023 ont souligné les liens existants entre les objectifs de développement durable et recommandé l'adoption d'une approche holistique aux fins de leur réalisation. On dispose de plus en plus de données analytiques sur les liens existants entre les objectifs de développement durable, leurs retombées internationales et la modélisation de scénarios, qui peuvent éclairer les politiques visant à gérer les compromis qui s'imposent entre les différents objectifs et à maximiser les synergies entre eux et d'un pays à l'autre. Dans les rapports susmentionnés, il est indiqué qu'il existe une synergie particulièrement forte entre sept objectifs de développement : l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 3 (bonne santé et bien-être), l'objectif 4 (éducation de qualité), l'objectif 5 (égalité des sexes), l'objectif 6 (eau et assainissement), l'objectif 7 (énergie propre et abordable) et l'objectif 17 (partenariats). En outre, il est souligné dans ces rapports qu'il est essentiel de mettre l'accent sur les jeunes, les femmes et les populations rurales pour favoriser les synergies sur la voie des objectifs de développement durable.

18. Dans la droite ligne des analyses d'experts et des recommandations figurant dans les Rapports mondiaux sur le développement durable de 2019 et de 2023, six transitions sont proposées comme cadre d'organisation pour investir dans des solutions politiques afin d'accélérer les progrès sur la voie des objectifs de développement durable au sein des pays et entre eux. Le système des Nations Unies pour le développement a également été mobilisé pour aider les pays en développement à progresser plus rapidement sur la voie des objectifs de développement durable à travers une série d'initiatives à fort impact qui sont directement liées aux six transitions.

19. On verra dans la présente partie comment les six transitions, à savoir celles concernant les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie à des coûts abordables, la connectivité numérique, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, et les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution, peuvent être menées à bien grâce à la mise en œuvre de solutions durables, résilientes et innovantes qui tirent parti des synergies entre les objectifs de développement durable.

##### **A. Systèmes alimentaires**

20. Il est indispensable de transformer les systèmes alimentaires pour les rendre plus durables et venir à bout de la pauvreté, éliminer la faim et atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Quelque 1,3 milliard de tonnes de déchets alimentaires sont générées chaque année en raison de pratiques non durables. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les coûts cachés mondiaux des systèmes agroalimentaires s'élèvent à au moins 10 000 milliards de dollars, soit environ 10 % du PIB mondial, une part disproportionnée étant supportée par les pays à faible revenu, où le coût moyen est de 27 %<sup>6</sup>. Cela signifie qu'il sera essentiel d'investir dans les systèmes agroalimentaires des pays à faible

<sup>6</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *The State of Food and Agriculture: Revealing the True Cost of Food to Transform Agrifood Systems* (Rome, 2023).

revenu pour mieux gérer les arbitrages afin de faire face à ces coûts cachés, en particulier ceux liés à la pauvreté et à la sous-alimentation. Le Malawi, par exemple, a décidé de reconstruire son infrastructure d'irrigation d'ici à 2031 afin d'accroître la productivité agricole et d'intégrer les petites exploitations agricoles dans les chaînes de valeur alimentaires<sup>7</sup>.

21. Il est essentiel d'innover pour transformer les systèmes alimentaires afin de garantir à tout le monde des sources nutritionnelles abordables, durables et diversifiées, car cela peut donner lieu à de profondes externalités transversales pour tous les objectifs de développement durable, y compris à des possibilités de faire progresser l'égalité des genres, étant donné le grand nombre de femmes employées dans l'agriculture. Cependant, une série de facteurs ont rendu cette transformation difficile. Par exemple, alors que les changements climatiques continuent de peser sur les rendements des cultures et la productivité agricole, la financiarisation rapide des marchés alimentaires et les conflits armés qui sévissent à l'heure actuelle compromettent l'accessibilité des denrées alimentaires à un coût abordable et contribuent à des hausses de prix sans précédent. Dans le même temps, l'érosion des sols et la diminution des réservoirs d'eau ont un impact sur l'approvisionnement alimentaire, alors même que la demande augmente. Environ 35 % des terres arables sont actuellement dégradées en raison de l'activité humaine et doivent être restaurées avant de pouvoir à nouveau supporter des niveaux de culture adéquats, selon la FAO<sup>8</sup>.

22. En décembre 2023, lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Doubaï, 134 dirigeantes et dirigeants mondiaux ont signé la Déclaration des Émirats arabes unis sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique. Dans cette déclaration, les chefs d'État et de gouvernement soulignent que les pays doivent placer les systèmes alimentaires et l'agriculture au cœur de leurs ambitions climatiques. Les gouvernements et les autres parties prenantes ont également annoncé lors de la conférence la mobilisation de plus de 2,5 milliards de dollars de financement en appui à la sécurité alimentaire et, parallèlement, à la lutte contre les changements climatiques. De nombreux pays prennent déjà des mesures proactives pour assurer la durabilité de leur système alimentaire. Au Tadjikistan, les normes mondiales concernant les bonnes pratiques agricoles ont été récemment introduites pour garantir une croissance agricole intelligente sur le plan climatique, qui n'empiète pas sur la durabilité à long terme des ressources naturelles. L'Allemagne a également décidé de donner la priorité à l'octroi d'un soutien financier au programme mondial pour les petits exploitants agricoles et la sécurité alimentaire.

#### *Miser sur les technologies intelligentes*

23. Il est essentiel de miser sur la technologie pour transformer durablement les systèmes alimentaires à toutes les étapes : production, transport et commerce. Par exemple, l'analyse des sols, les systèmes d'irrigation intelligents, les capteurs connectés et l'intelligence artificielle peuvent être utilisés pour améliorer le rendement des cultures et se préparer aux éventuelles menaces. Les solutions de commerce électronique reliant les consommateurs aux producteurs peuvent également contribuer à éliminer les problèmes d'efficacité tout au long de la chaîne de valeur alimentaire et à réduire les coûts de transaction. L'utilisation de la

---

<sup>7</sup> Les exemples de pays donnés dans le présent rapport sont le plus souvent tirés des rapports d'examen nationaux volontaires les plus récents présentés au forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2023 ou des déclarations faites par les États Membres lors du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023.

<sup>8</sup> FAO, *The State of the World's Land and Water Resources for Food and Agriculture: Systems at Breaking Point* (Rome, 2021).

blockchain peut également faciliter la transparence et la traçabilité et, à son tour, contribuer à la certification des produits agricoles. Des solutions logistiques modernes intégrées, y compris des installations de transport et de stockage fonctionnant à l'énergie propre, peuvent également atténuer le gaspillage alimentaire et permettre aux petites exploitations agricoles de commercialiser leurs produits sur des marchés plus importants. La mise en place réussie d'une infrastructure numérique dans l'agriculture pourrait à elle seule apporter une valeur ajoutée de 500 milliards de dollars à la production économique mondiale d'ici à 2030<sup>9</sup>. Bien que les solutions technologiques émergentes aient le potentiel de transformer l'agriculture, l'amélioration de l'accès à ces solutions dépend de l'augmentation des investissements, des transferts de technologies et de la coopération pour le développement, associée à une réduction des fractures numériques, ce qui nécessite l'adoption d'une approche mondiale coordonnée.

#### *Promouvoir une agriculture circulaire*

24. Une agriculture circulaire offre une solution concrète pour transformer les systèmes alimentaires face aux défis actuels<sup>10</sup>. Dans l'agriculture circulaire, la réutilisation et le recyclage des matériaux ne sont pas considérés comme une étape distincte pour boucler le cercle, mais comme une partie intégrante de la phase de production et d'utilisation. Bien que l'agriculture ait été historiquement basée sur un modèle circulaire, l'impératif d'augmenter les rendements pour répondre à la demande a conduit à son déclin en faveur de l'agriculture linéaire conventionnelle. Toutefois, l'augmentation des rendements de l'agriculture circulaire et l'évolution des préférences des consommateurs vers les cultures biologiques ont permis de relancer ce modèle et d'en accroître l'adoption. Les pratiques agricoles circulaires spécifiques que les pays peuvent adopter comprennent l'agriculture mixte, l'agriculture biologique, l'agroforesterie, la réutilisation de l'eau et le recyclage des eaux usées. Le Bhoutan est devenu le premier pays à se fixer pour objectif de faire passer l'ensemble de son système agricole à un modèle biologique d'ici à 2025.

## **B. Accès à l'énergie à un coût abordable : les fondations d'un développement durable**

25. Le monde n'est pas en passe d'atteindre l'objectif de développement durable n° 7 d'ici à 2030. Actuellement, 685 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité (cible 7.1 de l'objectif de développement durable) (ibid.). Des facteurs tels que la COVID-19 et le conflit en Ukraine ont enrayé les progrès. D'après les projections, 660 millions de personnes seront toujours privées d'électricité en 2030, dont 83 % en Afrique subsaharienne. Quelque 2,1 milliards de personnes dépendent encore du charbon, du kérosène ou de la biomasse solide comme principal combustible de cuisson, mais ce nombre devrait tomber à 1,7 milliard d'ici à 2030 (ibid.). L'absence de méthodes de cuisson propres donne lieu à près de 3,7 millions de décès prématurés par an, les femmes et les enfants étant les plus exposés<sup>11</sup>. Cependant, l'utilisation des énergies renouvelables (objectif 7.2 des objectifs de développement durable) a augmenté, mais les efforts et les innovations doivent être intensifiés afin d'accroître de manière substantielle la part de cette source d'énergie. De même, le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique (objectif 7.3 des objectifs de développement durable) n'est pas en passe de doubler d'ici à 2030. L'augmentation

<sup>9</sup> Lutz Goedde *et al.*, « Agriculture's connected future: how technology can yield new growth », McKinsey and Company, octobre 2020.

<sup>10</sup> Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « Circular agriculture for rural sustainable development », note de synthèse n° 105, mai 2021.

<sup>11</sup> Agence internationale de l'énergie, *A Vision for Clean Cooking Access for All* (2023).

des investissements dans l'énergie est également essentielle en raison de son effet multiplicateur pour de nombreux objectifs de développement durable (par exemple, les objectifs 3, 4, 8 et 13).

26. Les investissements annuels mondiaux dans les énergies propres ont atteint un niveau record de 1 700 milliards de dollars en 2023, mais devront passer à 2 800 milliards de dollars d'ici à 2030 pour que l'on puisse répondre à l'augmentation des besoins énergétiques et s'aligner sur les objectifs climatiques tels qu'ils ont été définis dans l'Accord de Paris<sup>12</sup>. Les investissements annuels dans les énergies propres augmentent plus rapidement que les investissements dans les combustibles fossiles. La volatilité accrue des marchés des combustibles fossiles a accéléré la dynamique de déploiement d'une série de technologies énergétiques propres. Transformer le système énergétique mondial en mettant l'accent sur l'accès et l'accessibilité financière est devenu primordial pour atteindre les aspirations et les objectifs de développement mondiaux. C'est précisément la raison pour laquelle l'accès universel à l'énergie est au cœur d'une transition énergétique juste.

27. Les énergies renouvelables représentent aujourd'hui plus de 28 % de la production mondiale d'électricité, avec une croissance de près de 5 % depuis 2015. Le Gouvernement indien a annoncé son intention de satisfaire la moitié de ses besoins en électricité grâce aux énergies renouvelables d'ici à 2030. L'électricité renouvelable connaît une croissance plus rapide en Inde que dans n'importe quel autre grand pays. Au niveau mondial, les énergies renouvelables sont celles qui se caractérisent par la croissance la plus rapide dans le secteur du bâtiment ; l'industrie des véhicules électriques se développe rapidement, puisque 20 % et 22 % des nouvelles voitures achetées en Europe en 2021 et 2022, respectivement, étaient des véhicules électriques ; la Thaïlande a fixé un objectif de 26 % de véhicules électriques pour l'ensemble de son parc automobile d'ici à 2027 ; l'énergie éolienne représente une part substantielle de la production d'électricité dans un certain nombre de pays, comme le Danemark (58 %), l'Uruguay (40 %), l'Irlande (38 %) et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (24 %)<sup>13</sup>.

*Accroître les transferts de technologies relatives à l'énergie propre et les investissements dans ce domaine*

28. Pour que tous les membres de la population mondiale aient accès à l'électricité d'ici à 2030, le taux de croissance annuel de 0,7 % pour la période 2010-2021 devrait passer à 1 % pour les années restantes de la période couverte par les objectifs de développement durable. Dans le même temps, la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial devrait augmenter pour atteindre entre 33 % et 38 % d'ici à 2030, si l'on veut atteindre l'objectif de 1,5 °C. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015, la plupart des investissements dans les énergies renouvelables ont été réalisés dans les pays développés. Les pays en développement, qui ont pourtant besoin d'environ 1 700 milliards de dollars par an pour les infrastructures de production et de transmission d'énergies renouvelables, n'ont réussi à obtenir qu'un tiers de ce montant en 2022<sup>14</sup>. Si les pays développés doivent jouer leur rôle et accroître le financement de la lutte contre les changements climatiques, il est également essentiel de mobiliser des capitaux privés en réduisant les risques liés aux investissements dans les énergies renouvelables dans les pays en développement, notamment par le biais de réglementations plus efficaces.

<sup>12</sup> Agence internationale de l'énergie et International Finance Corporation, *Scaling Up Private Finance for Clean Energy in Emerging and Developing Economies* (2023).

<sup>13</sup> REN21, *Renewables 2021: Global Status Report* (Paris, 2021).

<sup>14</sup> *Rapport sur l'investissement dans le monde 2023 : Investir dans l'énergie durable pour tous* (publication des Nations Unies, 2023).

29. Les transferts de technologies devront également jouer un rôle essentiel dans l'élargissement de l'accès des pays en développement aux énergies propres. Les projets d'investissement de type « greenfield » visant à développer des équipements de production d'énergie solaire et éolienne, des batteries et des infrastructures de transmission dans les pays en développement, dont beaucoup fournissent des matières premières pour ces équipements, peuvent réduire le coût des énergies renouvelables de manière significative et atténuer les contraintes liées à l'offre. De même, investir dans des installations situées dans les pays en développement pour fabriquer des fourneaux de cuisine propres serait une intervention rentable dans la poursuite de l'objectif de développement durable n° 7. En outre, les fourneaux de cuisine modernes utilisant des combustibles durables sont plus efficaces et mieux ventilés que les fourneaux traditionnels. Le renforcement des capacités nationales relatives aux technologies d'énergie renouvelable reste un facteur clé pour faciliter le développement et l'utilisation des énergies renouvelables dans les pays en développement. Tout ce qui précède nécessite un important transfert de technologie et la mobilisation de ressources.

*Trouver des possibilités d'améliorer l'efficacité et la valeur énergétiques*

30. La demande d'énergie augmentant rapidement dans la plupart des pays en développement, il est devenu essentiel de mettre en place des solutions innovantes en matière d'efficacité énergétique afin de réduire leur empreinte carbone, de renforcer la croissance économique et d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. Il s'agit notamment d'accroître les investissements dans les sources d'énergie renouvelables dans les pays en développement et d'améliorer la qualité des canaux de distribution et de transmission grâce à de meilleures infrastructures et technologies. Par exemple, une plus grande utilisation des technologies visant à minimiser les pertes de distribution est essentielle pour améliorer l'efficacité énergétique dans de nombreux pays en développement. Il est également souvent possible de rendre les bâtiments et les appareils plus efficaces sur le plan énergétique, ce qui contribue à réduire la pollution de l'air, à améliorer la santé et à diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>. L'Agence internationale de l'énergie a estimé que la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans les seuls bâtiments pourrait permettre de réaliser des économies de 830 milliards de dollars d'ici à 2040. Le Costa Rica est un exemple de pays en développement qui a utilisé des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique pour satisfaire plus de 98 % de ses besoins en électricité.

### **C. Connectivité numérique : la perspective d'un bond en avant sur le plan économique**

31. Une infrastructure publique numérique pose les rails sur lesquels les produits, services et innovations numériques peuvent être construits au profit de l'ensemble de la société. Les trois éléments clés de ces rails sont les suivants a) les systèmes d'identité numérique, b) les systèmes de paiement électronique et c) les systèmes d'échange de données, qui, avec les normes et protocoles numériques et technologiques ouverts, sont essentiels pour assurer l'interopérabilité. Une infrastructure numérique publique abordable est nécessaire pour que la connectivité numérique puisse se développer rapidement dans l'industrie, les entreprises, le gouvernement et la société des pays en développement.

32. D'après les résultats d'une étude réalisée en 2023 par le PNUD et Dalberg Global Advisors, la mise en place d'une infrastructure publique numérique efficace dans le secteur financier des pays à revenu faible et intermédiaire d'ici à 2030 pourrait

permettre d'accélérer la croissance économique de 33 %<sup>15</sup>. Selon ces estimations, la mise en place d'une infrastructure publique numérique efficace dans les pays à revenu faible et intermédiaire pourrait augmenter leur PIB combiné de 19 200 milliards de dollars d'ici à 2030, soit deux ans plus tôt que ce qu'avait prévu la Banque mondiale<sup>16</sup>. D'après les prévisions du PNUE, la transformation numérique pourrait réduire les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> d'au moins 20 %, l'utilisation des ressources naturelles dans les produits de 90 %, et les déchets et la détoxification des chaînes d'approvisionnement d'un facteur de 10 à 100 fois, autant d'éléments essentiels pour permettre une transformation de l'économie et une accélération des progrès.

#### *Offrir des services administratifs en ligne équitables*

33. La mise en place d'une infrastructure publique numérique efficace peut contribuer à rationaliser la prestation des services publics et permettre aux gouvernements de mieux cibler les groupes vulnérables grâce à des innovations et à des mesures telles que l'expansion des plateformes bancaires et de paiement numériques, l'automatisation des processus, la réduction des formalités, l'enregistrement des travailleurs, l'appui à l'inspection et à la conformité, et la possibilité pour les citoyens d'accéder à des services à distance sans discrimination. Au cours de la conférence de la COVID-19, un certain nombre de gouvernements de pays en développement ont été en mesure de verser des aides d'urgence aux travailleurs du secteur informel, ainsi qu'à d'autres groupes vulnérables qui avaient perdu leurs moyens de subsistance, grâce à l'existence d'une infrastructure publique numérique sous la forme de systèmes d'identification, de partage de données et de transfert en espèces.

34. Les prestataires de soins de santé et de services sociaux pourraient également utiliser des solutions d'identité numérique pour améliorer la disponibilité de ce type d'aide pour les personnes qui en ont le plus besoin. Une infrastructure publique numérique sous la forme de systèmes d'identification personnelle a également permis à de nombreux pays en développement d'augmenter rapidement le nombre de personnes ayant accès à un compte financier. En outre, certains pays en développement ont pu étendre la protection sociale en utilisant des algorithmes et des modèles d'intelligence artificielle ouverts pour identifier les populations vulnérables et leur verser des paiements sans contact. L'introduction d'une infrastructure publique numérique a aussi contribué à améliorer l'accès aux services judiciaires pour les personnes vivant dans la pauvreté en raison de la baisse des frais de justice, de la diminution de la corruption et de la réduction des délais de traitement des affaires civiles.

#### *Améliorer l'inclusion financière*

35. L'existence d'une infrastructure numérique publique efficace est essentielle pour permettre aux prestataires de services financiers et aux entreprises de tirer parti de la technologie pour faciliter le versement de paiements sûrs et efficaces afin de soutenir la vie et les moyens de subsistance des groupes défavorisés de la société. L'Ouganda, par exemple, a renforcé son infrastructure numérique publique pour garantir des services financiers plus inclusifs et une meilleure connectivité. La révolution numérique peut également servir de catalyseur pour accélérer le passage de l'économie informelle vers l'économie formelle dans les pays en développement, ce qui est essentiel pour réduire durablement la pauvreté et les inégalités, ainsi que pour améliorer l'efficacité du secteur des entreprises. Cependant, malgré les progrès

<sup>15</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Dalberg Advisors, *The Human and Economic Impact of Digital Public Infrastructure* (New York, PNUD, 2023).

<sup>16</sup> Ibid.

réalisés dans ce domaine, près de 30 % des habitants des pays en développement ne peuvent toujours pas accéder aux canaux financiers formels<sup>17</sup>. L'élargissement de l'inclusion financière, en particulier grâce aux technologies numériques, peut être un moteur essentiel du développement. C'est important, car l'exclusion financière est généralement liée à d'autres sources d'inégalité.

#### D. L'éducation : un marchepied vers la prospérité

36. Les fermetures d'écoles causées par la COVID-19 ont entraîné des pertes éducatives majeures parmi les enfants des pays en développement les plus en retard dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 4<sup>18</sup>. Cet impact a été particulièrement grave dans les pays qui ne disposaient pas de ressources suffisantes pour offrir à tous les enfants des possibilités équitables d'apprentissage à distance<sup>19</sup>. En comparaison, les pays à revenu élevé ont été en mesure de reprendre les activités d'enseignement plus rapidement que la plupart des pays en développement.

37. À l'heure où les pays en développement connaissent de profondes évolutions technologiques et démographiques, l'offre de possibilités d'éducation équitables à tous les enfants est apparue comme essentielle pour l'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement durable et leurs perspectives de développement à long terme. Il est essentiel d'offrir à tous les enfants un accès égal à une éducation de qualité pour inverser les cycles intergénérationnels de la pauvreté et des inégalités. Les investissements dans l'éducation ont un fort effet multiplicateur sur toutes les autres dimensions du bien-être, en particulier la santé, l'avancement des femmes et la réduction des inégalités.

38. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est le fer de lance de la suite donnée au Sommet sur la transformation de l'éducation organisé en 2022 au sein du système des Nations Unies et coprésidé, avec le Gouvernement sierra-léonais, le Comité directeur de haut niveau ODD 4-Éducation 2030, qui a pour tâche de rallier des soutiens politiques pour accélérer la transformation de l'éducation et de son financement. L'UNESCO organisera une réunion mondiale sur l'éducation en 2024 pour faire le point sur les résultats du Sommet sur la transformation de l'éducation.

##### *Assurer l'éducation pour tous*

39. D'après les données disponibles, les sous-investissements et le manque d'équité restent de sérieux défis dans le financement public et mondial de l'éducation dans les pays en développement. Les apprenants des communautés défavorisées des pays en développement ont tendance à bénéficier beaucoup moins que les autres des sources de financement publiques et privées, et sont confrontés à de multiples obstacles à l'apprentissage liés au sexe, à l'appartenance ethnique, au handicap, au lieu de résidence et à d'autres problèmes spécifiques au contexte<sup>20</sup>. Les enfants vivant dans la pauvreté ont également moins de chances d'avoir accès à l'école et, lorsqu'ils y ont accès, ils risquent davantage d'abandonner l'école plus tôt pour des raisons

<sup>17</sup> Asli Demirgüç-Kunt *et al.*, *The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments and Resilience in the Age of COVID-19* (Washington, Banque mondiale, 2022).

<sup>18</sup> Jaime Saavedra, Stefania Giannini et Robert Jenkins, « The State of the global education crisis: a path to recovery », Banque mondiale, blogs, 11 décembre 2021.

<sup>19</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Global Education Monitoring Report 2021/2: Non-State Actors in Education – Who Chooses? Who Loses?* (Paris, 2021).

<sup>20</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « Transforming education with equitable financing », janvier 2023.

économiques. Les enfants des ménages aux revenus les plus faibles sont également plus susceptibles d'être scolarisés dans les segments du système éducatif qui reçoivent moins de fonds par habitant.

40. On estime que les pays à revenu faible et intermédiaire sont confrontés à un déficit de financement annuel de 97 milliards de dollars pour atteindre les cibles nationales associées à l'objectif de développement durable n° 4<sup>21</sup>. Le caractère limité du financement public de l'éducation dans ces pays est d'autant plus préoccupant que nombre d'entre eux ont connu des fermetures d'écoles plus longues pendant la période de la COVID-19 et ont vu les disparités en matière d'apprentissage s'accroître davantage. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a estimé qu'une augmentation de 1 % du financement public de l'éducation dans les pays en développement pourrait permettre à 35 millions des 731 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire de sortir de la pauvreté éducative<sup>22</sup>.

#### *Amélioration de l'éducation et des compétences numériques*

41. Il est essentiel de garantir un accès équitable à une éducation de qualité et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tout le monde si l'on veut éliminer la pauvreté et réaliser des progrès dans le cadre des objectifs de développement durable. La technologie peut jouer un rôle essentiel dans l'accélération des progrès vers une éducation de qualité dans les pays en développement. Des outils tels que les plateformes d'apprentissage en ligne et les bibliothèques numériques peuvent permettre l'organisation de modèles d'apprentissage à distance et mixtes pour atteindre les étudiants dans les zones mal desservies. Ils peuvent également être utilisés pour la formation des enseignants et ainsi améliorer la qualité de l'apprentissage dans les pays en développement qui sont actuellement à la traîne. Toutefois, il est essentiel de tenir compte du contexte local et d'assurer une mise en œuvre équitable pour que la technologie contribue efficacement à une éducation de qualité pour tout le monde au lieu d'exacerber les inégalités, y compris les inégalités de genre, en raison des disparités dans l'accès aux outils numériques.

## **E. Emplois et protection sociale : éliminer la pauvreté en brisant le cercle vicieux des emplois informels et mal rémunérés**

42. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), le déficit mondial d'emplois s'élevait à 435 millions de personnes en 2023, avec environ 2 milliards de personnes employées dans le secteur informel, dont 740 millions, soit 37 %, étaient des femmes<sup>23</sup>. La croissance mondiale de l'emploi a connu un ralentissement en 2023 par rapport à 2022, passant de 2,3 % à 1,0 % environ. Le chômage mondial en 2023 était d'environ 208 millions de travailleurs, selon l'OIT, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,8 %.

43. Selon les dernières estimations, seulement 47 % de la population mondiale a accès à au moins une prestation de protection sociale (objectif de développement durable 1.3), ce qui signifie que plus de 4 milliards de personnes sont toujours dépourvues de toute protection sociale<sup>24</sup>. Au niveau mondial, il existe un écart de près de 25 points de pourcentage entre le taux de participation des hommes à la population

<sup>21</sup> UNESCO, *Global Education Monitoring Report 2023: Technology in Education – A Tool on Whose Terms?* (Paris, 2023).

<sup>22</sup> UNICEF, « Transforming education with equitable financing ».

<sup>23</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), *World Employment and Social Outlook: Trends 2024* (Genève, 2024).

<sup>24</sup> OIT, *World Employment and Social Outlook: Trends 2023* (Genève, 2023).

active et celui des femmes<sup>25</sup>. Les pertes économiques dues à la marginalisation des femmes ont été estimées à 10 % du PIB dans les économies avancées et à plus de 30 % en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les pays sont conscients qu'il convient de combler ce fossé. L'Égypte, par exemple, s'est engagée à augmenter la participation des femmes à la population active de près de 70 % entre 2020 et 2030, et le Bangladesh vise à augmenter de 25 % la part des femmes employées dans le secteur technologique d'ici 2026.

44. La réalisation, d'ici à 2030, de l'objectif 1.3 de développement durable sur les systèmes de protection sociale pour tous dans les pays en développement devrait coûter 1,02 milliard de dollars, soit 3,8 % de leur PIB combiné<sup>26</sup>. Pour les pays à faible revenu, le déficit de financement est estimé à 78 milliards de dollars par an, soit près de 16 % de leur PIB combiné en moyenne. L'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale à l'appui d'une transition juste<sup>27</sup>, piloté par l'Organisation internationale du Travail (OIT), vise à mobiliser 120 millions de dollars à cette fin d'ici à 2030. Des fonds supplémentaires pour l'objectif 1.3 de développement durable pourraient être obtenus grâce à une réforme fiscale ou à des gains d'efficacité sur le plan fiscal et à la tarification nationale du carbone, une partie des revenus provenant des pays développés étant consacrée au renforcement des systèmes de protection sociale dans les pays en développement<sup>28</sup>. Entre autres options de financement pour renforcer la protection sociale dans les pays en développement, on peut citer la réaffectation des dépenses publiques, l'augmentation des revenus tirés des régimes de sécurité sociale, l'aide publique au développement et l'élimination des flux de financement illicites. Les gouvernements des pays en développement pourraient également remédier à l'inefficacité des dépenses, s'attaquer à la corruption et réorienter les allocations budgétaires en ne mettant pas autant l'accent sur les dépenses militaires.

#### *Moderniser les systèmes de protection sociale*

45. La révolution technologique, y compris le passage aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle, représente un énorme défi pour les systèmes de protection sociale – si les avantages présentés par ces technologies ne sont pas bien répartis, les inégalités dans la société vont se creuser. Dans la nouvelle ère technologique, les filets de sécurité sociale sont devenus un instrument clé des politiques publiques. Si les nouvelles formes d'emploi offrent une plus grande flexibilité aux entreprises et aux travailleurs et réduisent le coût de la prestation de services, elles peuvent aussi se traduire par de moindres revenus et une plus grande volatilité, une plus grande insécurité des revenus, des conditions de travail non réglementées et une protection sociale inexistante ou limitée pour les travailleurs. Plusieurs solutions politiques innovantes peuvent contribuer à combler ces lacunes : la couverture des cadres législatifs peut être élargie pour inclure les travailleurs sur les plateformes numériques ; les seuils minimaux concernant la taille des entreprises, la durée du travail ou les revenus qui sont appliqués pour les cotisations pourraient être revus à la baisse ou supprimés afin d'étendre la couverture de la protection sociale à tous les travailleurs et de créer des conditions de concurrence équitables

<sup>25</sup> OIT, *World Employment and Social Outlook: Trends 2024*.

<sup>26</sup> Fabio Durán-Valverde *et al.*, *Financing Gaps in Social Protection: Global Estimates and Strategies for Developing Countries in Light of the COVID-19 Crisis and Beyond*, Document de travail de l'OIT n° 14 (Genève, octobre 2020).

<sup>27</sup> Pour plus d'informations sur l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes : <https://www.unglobalaccelerator.org/>.

<sup>28</sup> *Global Sustainable Development Report 2023: Times of Crisis, Times of Change – Science for Accelerating Transformation to Sustainable Development* (publication des Nations Unies, 2023).

pour tous les employeurs ; et il pourrait être possible de simplifier les formalités administratives, par exemple, en utilisant des plateformes mobiles.

## **F. Changements climatiques, perte de biodiversité et pollution : atténuer la triple crise planétaire**

46. Les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution sont le résultat de plus d'un siècle d'utilisation non durable de l'énergie et des sols et de modes de vie et de modes de consommation et de production non durables. Les changements climatiques sont à l'origine de phénomènes météorologiques extrêmes qui ont exposé des millions de personnes à une insécurité alimentaire et hydrique aiguë, menaçant leurs moyens de subsistance et entraînant des coûts de santé élevés, en particulier pour les plus vulnérables. Le PNUE a estimé que les émissions de CO<sub>2</sub> devront diminuer de 7,6 % par an jusqu'en 2030 pour que puisse être atteint l'objectif de 1,5 °C, mais ce chiffre n'aurait été que de 3,3 % si les pays avaient pris des mesures décisives il y a dix ans<sup>29</sup>. Au cours des dix dernières années, les tempêtes, les incendies de forêt et les inondations ont causé à eux seuls des pertes représentant environ 0,3 % du PIB mondial, selon les données communiquées par la compagnie d'assurance Swiss Re<sup>30</sup>. Dans son sixième rapport d'évaluation<sup>31</sup>, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a conclu qu'entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent dans des zones très vulnérables face aux changements climatiques, ce qui renforce la nécessité de prendre des mesures d'adaptation.

47. Un million des quelque 8 millions d'espèces végétales et animales que compte la planète sont aujourd'hui confrontées à un risque accru d'extinction<sup>32</sup>. Plus de la moitié du PIB mondial dépend de la nature et plus d'un milliard de personnes sont tributaires des forêts pour leur subsistance. La croissance démographique, les changements climatiques, l'urbanisation et les tendances des marchés et du commerce mondiaux sont quelques-unes des pressions indirectes exercées sur la biodiversité, tandis que les menaces directes sont liées aux changements survenus dans l'utilisation des terres et la gestion de l'eau, à la déforestation, à l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais, à la pollution et à la dégradation des écosystèmes. L'augmentation des températures cause également des dommages irréversibles à la vie marine et aux écosystèmes côtiers. Cette situation accélère non seulement les changements climatiques, mais menace également les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes qui dépendent de l'économie des océans. Lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique en décembre 2022, 188 gouvernements ont convenu de mobiliser au moins 200 milliards de dollars par an pour le financement de la biodiversité à partir de sources publiques et privées.

48. Plus de 99 % des habitants de la planète respirent un air qui n'est pas sain, ce qui les expose à des risques d'accident vasculaire cérébral, de maladies cardiaques et pulmonaires, de cancer et autres, selon le PNUE. D'après l'Organisation mondiale de

<sup>29</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Rapport de 2019 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions* (Nairobi, 2019).

<sup>30</sup> S&P Global Ratings, « Weather warning: assessing countries' vulnerability to economic losses from physical climate risks », 27 avril 2022.

<sup>31</sup> Pörtner *et al.*, éd., *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Intergovernmental Panel on Climate Change (Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2022). Consultable à l'adresse [www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/](http://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/).

<sup>32</sup> Eduardo Sonnabend Brondízio *et al.*, éd., *The Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services* (Bonn, Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Service, 2019).

la Santé, au moins 1,7 milliard de personnes consomment de l'eau potable contaminée par des matières fécales. À l'échelle mondiale, la pollution de l'air et celle de l'eau sont à l'origine de plus de 6,7 millions et 1,4 million de décès par an, respectivement, selon les estimations les plus récentes de la Commission Lancet sur la pollution et la santé (2019). La pollution de l'air et celle de l'eau risquent d'augmenter considérablement au cours de la prochaine décennie en raison de la croissance démographique et économique si les politiques actuelles ne sont pas modifiées. Il est aussi essentiel d'améliorer la qualité de l'air et celle de l'eau pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, en particulier pour les groupes les plus vulnérables dans les pays en développement. Des mesures en ce sens peuvent donner d'importants dividendes intersectoriels en matière de développement. Ne rien faire risque au contraire de compromettre les progrès réalisés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

#### *Promouvoir des transports durables*

49. Les transports terrestres, maritimes et aériens restent tributaires de moteurs à combustion interne fonctionnant avec des combustibles fossiles. Le secteur des transports représente actuellement plus d'un tiers des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,7 % depuis 1990, le plus élevé de tous les secteurs, avec celui de l'industrie<sup>33</sup>. Ces dernières années, les subventions ont permis à de nombreux pays développés de se doter de véhicules électriques, mais leur adoption dans les pays en développement est restée limitée. Il est nécessaire d'accroître la coopération internationale pour promouvoir le transfert de la technologie des véhicules électriques de manière à réduire leurs coûts de production, ainsi que d'apporter un soutien accru aux gouvernements pour qu'ils adoptent les politiques nécessaires afin qu'il y ait davantage de véhicules électriques dans les pays en développement.

50. Il est également nécessaire de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé dans les pays développés et en développement afin de développer de nouveaux types de piles qui correspondent aux ressources des différents pays. On recense déjà des exemples positifs. Les membres du Conseil de coopération du Golfe ont lancé l'Initiative verte du Moyen-Orient, un effort régional pour lutter contre les changements climatiques, qui englobe également l'approche d'une économie à carbone circulaire, visant de ramener à zéro les émissions nettes. Si les premiers efforts dans ce domaine ont souvent porté sur le transport routier, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans les secteurs du transport maritime et aérien est également d'une importance cruciale. Des normes, des réglementations et des objectifs convenus au niveau international sont nécessaires pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de ces deux secteurs, tout comme s'imposent le développement et l'application de technologies plus économes en carburant.

#### *Décarboner l'industrie*

51. Selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent redescendre à partir de 2025 pour que l'objectif de 1,5 °C puisse être atteint<sup>34</sup>. Le secteur industriel est actuellement responsable de près d'un tiers des émissions

<sup>33</sup> Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org/energy-system/transport](http://www.iea.org/energy-system/transport).

<sup>34</sup> Priyadarshi R. Shukla *et al.*, éd., *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change – Working Group III Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2022). Consultable à l'adresse [www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/](http://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/).

mondiales de carbone. Trois industries, les forges et aciéries, les produits chimiques et les cimenteries, représentent à elles seules environ 55 % des émissions industrielles mondiales de carbone, et les dix premières industries sont responsables d'environ 90 % du total. Les pays développés comme les pays en développement doivent mettre en œuvre des stratégies pour réduire de manière significative les émissions de carbone provenant des activités industrielles. Le Gouvernement guyanais a adopté une stratégie de développement à faible émission de carbone, dans laquelle il expose sa vision d'une croissance économique multipliée par cinq sur une période de dix ans, tout en maintenant les émissions d'énergie au même niveau. L'Azerbaïdjan a adopté une politique visant à augmenter de 10 % à 15 % par an les investissements directs étrangers dans les secteurs autres que celui des hydrocarbures.

#### *Modes de consommation et de production durables*

52. Il est indispensable de promouvoir l'adoption de modes de consommation et de production durables en dissociant la croissance économique de la dégradation de l'environnement, en promouvant une utilisation efficace des ressources et en passant à un modèle économique cyclique pour lutter contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Le Luxembourg a pris des mesures en ce sens en développant des cadres et des outils permettant de passer à une économie circulaire. La transition vers des chaînes de valeur vertes, qui peuvent réduire les dommages environnementaux causés par la production internationale, peut donner d'excellents résultats. Pour atteindre l'objectif d'une consommation et d'une production durables, il est indispensable d'éduquer les consommateurs afin de s'assurer que leurs préférences vont vers le soutien de produits et de services durables. En 2022, les produits verts ont défié la tendance à la baisse du commerce mondial, augmentant de 5 % leur valeur combinée et atteignant le chiffre record de 1 900 milliards de dollars, soit 100 milliards de dollars de plus qu'en 2021<sup>35</sup>.

## **V. Conclusion**

53. Les crises multiples, aux effets conjugués, ont fait payer un lourd tribut à tous les pays, en particulier aux pays en développement, et ont sapé les progrès accomplis sur la voie des objectifs de développement durable, notamment les efforts déployés au niveau mondial pour en finir avec l'extrême pauvreté et éliminer la faim. Cet impact a été particulièrement ressenti par les groupes les plus vulnérables de la société, tels que les femmes et les enfants. L'expérience des crises récentes montre que les pays qui ont le plus progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable étaient mieux placés pour y faire face. L'investissement dans les objectifs de développement durable a servi de stratégie rentable de renforcement de la résilience pour atténuer l'impact des crises.

54. Les objectifs de développement durable sont solidement implantés dans la plupart des secteurs de la société et dans les pouvoirs publics à tous les niveaux, ce qui améliore considérablement leurs perspectives de réalisation. Mais les aspirations et les engagements ne se sont pas encore traduits par une action et une mise en œuvre nationales suffisamment fortes à l'échelle nécessaire pour que les objectifs soient atteints d'ici à 2030, principalement en raison de contraintes financières telles que des niveaux d'endettement et des coûts d'emprunt élevés, ainsi qu'à cause de la marge de manœuvre budgétaire limitée dont disposent de nombreux pays en développement. Il a été démontré que le renforcement des capacités de l'administration, en particulier dans les pays en développement, fait une grande différence dans la mise en œuvre des

---

<sup>35</sup> CNUCED, « Global trade update », mars 2023.

objectifs des ODD, en particulier en termes d'amélioration de la qualité de vie des populations.

55. Des transitions clés dans des domaines essentiels, tels que les systèmes alimentaires, l'énergie, la connectivité numérique, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, ainsi que la lutte contre les changements climatiques, la biodiversité et la lutte contre la pollution, sont indispensables pour faire progresser le développement durable et pouvoir réaliser les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

56. Pour les systèmes alimentaires, les coûts environnementaux, sociaux et économiques de la nature « linéaire » de la production alimentaire moderne sont importants. Les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'alimentation pourraient doubler d'ici 2050 si des changements importants ne sont pas apportés aux systèmes alimentaires et aux modes de consommation actuels, qui ne sont pas durables. L'analyse menée par la FAO montre que les objectifs de développement durable (ODD) visant à mettre fin à la faim et à assurer la sécurité alimentaire peuvent être atteints au moyen d'une expansion modeste de la production agricole si les systèmes agricoles deviennent plus durables et plus équitables.

57. Dans le domaine de l'énergie, la transition énergétique juste représente l'une des plus grandes opportunités d'investissement depuis la révolution industrielle. L'accélération de la révolution des énergies renouvelables, notamment grâce à des mécanismes garantissant que les technologies sont accessibles et abordables pour les pays en développement, est essentielle pour renforcer la sécurité énergétique, tout en maintenant l'objectif de 1,5 °C.

58. La révolution numérique offre aux pays en développement la possibilité de contourner une voie de transformation structurelle ancrée dans l'expansion rapide d'un secteur manufacturier très polluant pour passer à un secteur dont l'empreinte environnementale soit plus légère et qui mette davantage l'accent sur la croissance des services.

59. Une éducation de qualité est essentielle pour progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable. La transition numérique peut contribuer à garantir l'accès à l'éducation si les lacunes sont comblées et si l'alphabétisation numérique est considérée comme une priorité.

60. De même, dans un contexte de crises multiples et de défis budgétaires croissants, il est essentiel de renforcer l'emploi et la protection sociale pour améliorer le bien-être humain, y compris en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté, la transformation économique et la réduction de l'exposition et de la vulnérabilité des pays en développement aux chocs et aux crises systémiques.

61. Les liens entre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution mettent en évidence un problème fondamental : nos systèmes économiques sont fondés sur une économie défectueuse. Nous réagissons sans cesse aux défaillances du marché alors que nous devrions adopter des stratégies proactives pour façonner l'économie pour qu'elle serve l'intérêt général. Une mauvaise comptabilité nous fait paraître plus riches alors qu'en réalité nous nous appauvrissons, épuisant les sources de notre bien-être au détriment des générations futures. Des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. La pénurie d'eau est un problème croissant dans de nombreuses régions du monde, et les conflits et les changements climatiques ne font qu'exacerber ce problème. La pollution de l'eau est également un problème majeur, qui affecte la santé humaine et l'environnement dans de nombreux pays.

62. L'expérience des multiples crises récentes a montré que le système mondial est aussi fort que son maillon le plus faible. Cela signifie que le renforcement de la coopération multilatérale est essentiel pour parvenir à une reprise durable et résiliente pour les pays, individuellement et collectivement.

## VI. Recommandations

63. Les recommandations suivantes sont formulées dans le présent rapport pour renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples :

a) **Les pays doivent donner un coup de fouet à la réalisation des objectifs de développement durable dans la seconde moitié de la période prévue en mettant en place des politiques qui accompagnent la transformation vers un développement durable. Il s'agit notamment d'intégrer les objectifs dans tous les mécanismes pertinents de prise de décision, de financement et d'application du principe de responsabilité ; d'établir des partenariats et une coordination efficaces avec les principales parties prenantes ; de favoriser un engagement fort et une appropriation des objectifs par les jeunes ; de déployer des efforts concertés pour améliorer la qualité des données pour permettre le suivi des objectifs, par exemple en apportant aux pays au développement un appui accru en matière de renforcement des capacités ;**

b) **Les pays doivent accorder un degré de priorité élevé à l'éradication de la pauvreté et à l'élimination de la faim pendant les dernières années de la période prévue pour atteindre les objectifs de développement durable. Lorsqu'ils échappent à la pauvreté et à la faim, les individus peuvent contribuer à une économie florissante et en bénéficier, créant ainsi un cycle de prospérité qui favorise la résilience nationale face à l'impact de chocs et de crises inattendus ;**

c) **Au niveau mondial, les États Membres doivent envisager de nouvelles approches de la viabilité de la dette, et s'attaquer aux problèmes d'endettement des pays en développement en renforçant la prévention des crises de la dette, en trouvant des solutions pour les pays qui sont confrontés à des niveaux élevés d'endettement et à d'autres contraintes qui les empêchent d'investir dans les objectifs de développement durable et en établissant un mécanisme plus efficace de résolution des crises de la dette ;**

d) **Les pays, individuellement et dans le cadre d'une coopération multilatérale renforcée, doivent travailler ensemble pour améliorer le financement du développement, y compris le financement à des conditions préférentielles, qui sont un élément clé pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ;**

e) **La mise à profit des technologies intelligentes et la promotion de l'agriculture circulaire constituent une stratégie essentielle pour réduire le coût élevé des systèmes alimentaires sur l'environnement, notamment en recourant davantage à l'agriculture mixte, à l'agriculture biologique, à l'agroforesterie, à la réutilisation de l'eau et au recyclage des eaux usées ;**

f) **Pour assurer une transition énergétique mondiale équitable, il est essentiel de soutenir les nations en développement dans les efforts qu'elles déploient pour adopter des sources d'énergie propres en accélérant la révolution des énergies renouvelables par l'adoption des technologies, des politiques et des stratégies commerciales nécessaires ;**

g) La mise en place d'une infrastructure publique numérique efficace peut contribuer à rationaliser la fourniture de services publics et financiers et permettre aux gouvernements de mieux cibler les groupes vulnérables de la société. Pour tirer parti des nouvelles technologies numériques, les pays en développement doivent accroître leurs investissements dans l'éducation, les soins de santé, la protection sociale et les capacités de l'administration publique ;

h) Des efforts concrets doivent être déployés pour garantir que le financement de l'éducation publique atteigne plus efficacement les enfants les plus vulnérables de la société, y compris ceux qui vivent dans la pauvreté. Les investissements dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) et dans les compétences numériques, en particulier pour les filles, peuvent également contribuer à renforcer les capacités en vue de permettre l'accomplissement de progrès coordonnés pour l'ensemble des objectifs de développement durable ;

i) Dans la nouvelle ère technologique, la mise en place de filets de sécurité sociale efficaces et inclusifs est devenue un facteur déterminant pour garantir une répartition équitable des avantages économiques. Il s'agit notamment de renforcer la solidarité internationale avec les pays en développement et de veiller à ce que leurs systèmes de protection sociale puissent s'adapter à la transition en cours vers l'économie numérique ;

j) La promotion des transports et des modes de consommation et de production durables ainsi que la décarbonisation de l'industrie sont essentielles pour dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, améliorer l'efficacité des ressources et passer à un modèle économique durable, autant de facteurs critiques pour lutter contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution ;

k) La communauté internationale doit tirer des leçons des coûts économiques, sociaux et environnementaux élevés des multiples crises récentes pour renouveler la coopération multilatérale, ainsi que pour renouveler les institutions, telles que l'Organisation des Nations Unies, qui étayent cette coopération ;

l) Le système des Nations Unies pour le développement a un rôle important à jouer en soutenant les pays de programme dans les efforts qu'ils déploient pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, y compris l'élimination de la pauvreté, au cours de la seconde moitié de la période consacrée à la réalisation des objectifs de développement durable. Il s'agit notamment d'apporter un soutien financier et technique à la mise en œuvre des six transitions/voies d'investissement par le biais de solutions à fort impact, visant à revitaliser les progrès réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable.